



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 26 mars 2019

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**OBJET : 2019 – 53 SIGNATURE D'UNE CONVENTION REGISSANT LA MISE EN ŒUVRE DES
MOYENS NECESSAIRES POUR GARANTIR LA SECURITE DANS LES
TRANSPORTS PUBLICS DU RESEAU SILLAGES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 19 mars 2019, s'est réuni le mardi 26 mars 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, , Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Jean-Paul CAMERANO, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Madame Jocelyne BUSTAMENTE (prend part aux délibérations N°23 à N°26 et N°65 à 74)
- Madame Imen CHERIF (prend part aux délibérations N°23 à N°53)
- Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL (prend part aux délibérations N°23 à N°47)
- Madame Brigitte VIDAL (prend part aux délibérations N°23 à N°72)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Anne-Marie DUVAL
- Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Monsieur Serge PERCHERON
- Monsieur Jean-François LAPORTE

- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Mireille BANCEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

- Madame Corinne SANJUAN

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°60 à N°74)

PROCURATION :

- Madame Anne-Marie DUVAL à Madame Nicole NUTINI
- Monsieur Pascal PELLEGRINO à Madame Mélanie ZARRILLO
- Monsieur Serge PERCHERON à Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Monsieur Guillaume MELOT à Monsieur le Maire
- Madame Imen CHERIF à Madame Stéphanie MANDREA
- Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
- Madame Mireille BANCEL à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI
- Madame Brigitte VIDAL à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 19 février 2019.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 26 MARS 2019

**SIGNATURE D'UNE CONVENTION REGISSANT LA MISE EN ŒUVRE DES MOYENS NECESSAIRES POUR
GARANTIR LA SECURITE DANS LES TRANSPORTS PUBLICS DU RESEAU SILLAGES**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Une convention régissant la mise en œuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité sur le réseau Sillages doit être mise en place.

La signature de cette convention doit permettre de :

- définir une politique partenariale de sécurisation, tant préventive que répressive, visant à limiter les actes de malveillance, les incivilités, le vandalisme et la fraude génératrice d'insécurité,
- connaître et assister les victimes,
- interpellier les auteurs d'infractions,
- rassurer et lutter contre le sentiment d'insécurité dans les transports en commun.

Elle contribue, dans un contexte plus général, à la prévention et à la lutte contre la délinquance et l'insécurité.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention avec les autres partenaires.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
AMENAGEMENT	AVEC INCIDENCE FINANCIERE	

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° DL2015-200 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, en date du 18 décembre 2015, définissant les champs d'intervention de la compétence transports ;

Vu le décret n°2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés et certains autres transports publics et l'article 529-3 et suivants du code de procédure pénale,

Vu la délibération n° DL2018-163 du 16 novembre 2018, relative à la mise en place de la verbalisation dans les transports en commun du périmètre de transports urbains (PTU) de la communauté d'agglomération du pays de Grasse,

Considérant que le service public des transports en commun joue un rôle social de première importance en facilitant l'accès au travail, aux établissements de santé, aux établissements scolaires, aux loisirs, à la culture, aux services sociaux,

Considérant que la régie des transports SILLAGES a pour mission de gérer et d'organiser les services de transports urbains du Pays de Grasse,

Considérant que les lignes urbaines et scolaires ont été confiées à la société Transdev Urbain Grasse par le biais d'un marché public,

Considérant que les 26 lignes de Sillages à la Demande (SàD) ont été confiées au groupement des Taxiteurs Grassois et que le service MobiPlus est exploité par la société Ulysse,

Considérant qu'en s'acquittant de son titre de transport chaque voyageur attend d'être transporté dans les meilleures conditions de confort et de sécurité sur l'ensemble du réseau,

Considérant que la Police Nationale, sur le ressort de sa compétence territoriale, et sous l'autorité de Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes, s'engage à mener pour la durée de la présente convention, et sous réserve de la disponibilité des effectifs liés à l'activité opérationnelle, des opérations de sécurisation en liaison avec la régie autonome des transports Sillages,

Considérant que la police municipale de Grasse, sous l'autorité de son Maire, effectuera sur tout le réseau, situé dans le ressort de sa compétence territoriale, des patrouilles de sécurisation,

Considérant que l'autorité organisatrice de la mobilité, sous l'autorité de son Maire, a mis en œuvre une équipe d'agents de contrôle assermentés qui intervient dans le cadre des opérations de contrôle de passagers afin de les sécuriser et participe aussi au contrôle des titres de transports,

Que les contrôleurs assermentés de la régie des transports Sillages peuvent, lors de ces opérations, relever les infractions et dresser des procès-verbaux aux voyageurs en situation irrégulière,

Qu'en cas de problème lors du contrôle, ils peuvent faire appel aux forces de police,

Considérant que la consultation et l'association des représentants du personnel des différents Groupements Momentanés d'Entreprises (GME) et entreprises citées est indispensable dans le dispositif de coproduction de sécurité locale dans les transports du réseau Sillages, que dans la démarche de la continuité du service public, en cas d'incidents liés à l'insécurité, il est important que les représentants du personnel soient associés au dispositif de lutte contre la délinquance sur le réseau Sillages,

Considérant que le pilotage de cette convention s'effectuera via deux instances :

- Le Comité Directeur de Sécurité des Transports (CDST),
- La Commission de Sécurité des Transports (CST),

Considérant que le Comité Directeur de Sécurité des Transports (CDST) est présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le Sous-Préfet d'arrondissement et qu'il se réunit une fois par an,

Que le CDST a pour mission :

- De définir les objectifs de la politique de sécurité et d'évaluer en conséquence les moyens humains et matériels,
- De proposer des mesures à prendre en cas de crise grave,
- D'analyser les bilans et tableaux de bord de la Commission de Sécurité,
- De préparer les avenants à la présente convention.

Considérant que la Commission de Sécurité des Transports (CST) est présidée par le Directeur Général des services de la CAPG et le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture et se réunit au minimum une fois par semestre.

Que la CST a pour mission notamment :

- D'exploiter les comptes rendus périodiques élaborés par les partenaires
- De prendre connaissance des compte rendus périodiques et au minimum semestriel, des actions menées par la police nationale, la police municipale de Grasse et la régie autonome des transports Sillages.
- De prendre connaissance des statistiques relatives aux incidents sur le réseau exploité par la régie
- D'une manière générale de faire toute proposition au Comité de Pilotage de Sécurité des Transports de nature à améliorer la sécurité,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe général de la présente convention permettant d'améliorer et de coordonner les questions liées à la sécurité dans les transports publics du réseau SILLAGES,
- **APPROUVER** les modalités d'organisation des deux instances de pilotage de ladite convention : le Comité Directeur de Sécurité des Transports (CDST) et la Commission de Sécurité des Transports (CST)
- **AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention jointe en annexe avec l'ensemble des partenaires, ainsi que tous documents, avenants relatifs à la mise en œuvre de ces organisations.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.